

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 18 septembre 2023

D23-42

NOMBRE DE MEMBRES

En exercice : 23

Présents : 17

Absents : 6

Nombre de suffrages
exprimés : 22

Pour : 22

Contre : 0

Abstentions : 0

L'an deux mille vingt-trois le dix-huit septembre le conseil municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence du maire, Monsieur Jean ROUSSEL.

Etaient présents :

Mme CATHALA Aline, M. CHAUVET Pascal, Mme CYRVAN Audrey, M. FUMANAL Marcel, Mme JARA Virginie, Mme KHALKHAL Farida, Mme KOPROWSKA Bogumila, M. LARRIE Thibault, M. LE GALLOUDEC Olivier, M. MANOU Stéphane, Mme REPIQUET Tessa, M. ROBERT Jean-Marc, M. ROUSSEL Jean, Mme RUIZ Marie, M. RUMPALA Patrice, M. TOUSSAINT André, Mme VILELA Céline.

Procurations :

Mme ABELLA Jennifer donne pouvoir à M. FUMANAL Marcel
Mme BOURDIN Emilie donne pouvoir à Mme JARA Virginie
Mme CROS Caroline donne pouvoir à M. ROUSSEL Jean
M. LEROY Yves donne pouvoir à M. RUMPALA Patrice
M. WALCH Julien donne pouvoir à Mme KHALKHAL Farida

Etait absent : M. DAGOU Bernard

Etaient excusés :

Mme ABELLA Jennifer, Mme BOURDIN Emilie, Mme CROS Caroline, M. LEROY Yves, M. WALCH Julien

A été nommée comme **secrétaire de séance** : Mme KHALKHAL Farida

Date de la convocation
14/09/2023

Date d'affichage
14/09/2023

RH – Modification du tableau des effectifs - Emplois permanents

Vu les articles L. 313-1, L. 332-8, L. 332-14 et L. 413-1 à L. 413-7 du Code général de la fonction publique territoriale ;

Vu les articles R. 2313-3 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 2019-1265 du 29 novembre 2019 relatif aux lignes directrices de gestion et à l'évolution des attributions des commissions administratives paritaires ;

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels ;

Considérant qu'il appartient donc au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services (création, suppression, modification de la durée hebdomadaire d'un poste) ;

Vu la délibération n°D19-03 en date du 19/02/2019 créant l'emploi permanent d'ATSEM principal de 1ère classe à une durée hebdomadaire de 28/35ème ;

Considérant la nécessité de modifier la durée hebdomadaire de travail d'un emploi d'ATSEM principal de 1ère classe permanent non complet (28/35ème) afin d'harmoniser le temps de travail des postes d'ATSEM et d'organiser le planning des agents notamment pendant la pause repas ;

Considérant la nécessité de créer un poste de chargé(e) d'accueil mairie/ Maison France Service, avec de nouvelles missions d'urbanismes car l'agent titulaire du poste de chargée d'urbanisme et des affaires scolaires à demander de faire valoir ses droits à la retraite ;

Considérant la nécessité de créer un poste de chef de service de police municipale, suite à la reconduction de la mise à disponibilité de 1 an de l'agent titulaire, afin de pallier au manque ;

Vu l'avis favorable du Comité social territorial rendu le 30 juin 2023 ;

Considérant le tableau des effectifs permanents placé en annexe ;

Vu l'avis favorable de la commission AGRH du 30 mars 2023 ;

**entendu l'exposé et après avoir délibéré,
le conseil municipal**

- **DECIDE** d'approuver la création, à compter du 01/10/2023 de l'emploi permanent suivant :
 - **ATSEM** principal de 1ère classe catégorie C à temps complet (35/35ème) ;
- **DECIDE** d'approuver la création des emplois permanents suivants :
 - **chargé(e) d'accueil mairie/ MFS** à temps complet, cet emploi pourra être pourvu par un fonctionnaire de catégorie C aux grades suivant :
 - adjoint administratif (35/35ème) ;
 - adjoint administratif principal 2ème classe (35/35ème) ;
 - adjoint administratif principal 1ère classe (35/35ème) ;
 - **responsable de police municipale** à temps complet, cet emploi pourra être pourvu par un fonctionnaire de catégorie C et B aux grades suivants :
 - brigadier (35/35ème) ;
 - brigadier-chef principal (35/35ème) ;
 - chef de police municipale (35/35ème) ;
 - chef de service de police municipale (35/35ème) ;
 - chef de police municipale principale de 2ème classe (35/35ème) ;
 - chef de police municipale principal de 1ère classe (35/35ème).

- **DIT** que ces emplois seront occupés par des fonctionnaires, mais que toutefois, en cas de recherche infructueuse et dans l'impossibilité de pouvoir recruter un fonctionnaire sur ces emplois permanents, l'article L. 332-14 du CGFP prévoit, par dérogation à ce principe, la possibilité de recruter un agent contractuel de droit public sur un emploi permanent pour faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire.
Dans ce cas, les contrats pour faire face à une vacance temporaire d'emploi sont conclus pour une durée déterminée pouvant aller jusqu'à un an. Ils peuvent être renouvelés pour une durée d'une année supplémentaire, dans la limite totale de deux ans, si la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois par des fonctionnaires n'a pu aboutir au bout de la première année ;
- **DIT** que les crédits sont inscrits au budget primitif 2023 ;
- **AUTORISE** Monsieur le maire à signer tous les documents nécessaires à l'application de la présente décision.

Annexe : D23-42 annexe - Tableau des effectifs permanents

Ainsi délibéré les jours, mois et an que dessus.
Ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait certifié conforme.
Fait à BAZIEGE,
le maire,



Certifié exécutoire
Compte tenu de l'affichage en date du :
La décision ayant été reçue en préfecture le :

